

**Proche-Orient - Iran - Israël - Syrie**  
**- Réponse de M. Jean-Yves Le**  
**Drian, ministre de l'Europe et des**  
**affaires étrangères, à une question**  
**au gouvernement à l'Assemblée**  
**nationale**  
(Paris, 15 mai 2018)

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Monsieur le Député,

La situation au Proche-Orient, vous l'avez dit, est explosive. La violence parle, la guerre pourrait menacer. Nous savions que le mois de mai allait être dangereux, il l'est.

La France a exprimé nettement son désaccord avec deux décisions. Lesquelles ? Qu'il s'agisse de la sortie de l'accord nucléaire iranien, dit JCPOA ou accord de Vienne, ou de la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël. Nous avons avec les Etats-Unis des désaccords. Nous avons un désaccord sur le fond parce que l'accord nucléaire est un accord qui nous préserve, qui garantit la non-prolifération et donc notre sécurité. Nous avons aussi considéré que sur le fond, Jérusalem a vocation à devenir la capitale de deux Etats au terme d'un règlement négocié. Nous avons un désaccord sur la méthode parce que dans les deux cas, les Etats-Unis ont décidé d'agir de manière unilatérale, vous l'avez noté. Nous avons un désaccord sur l'opportunité car le Moyen-Orient est confronté à suffisamment de tensions, au terrorisme, à la multiplication des crises et au blocage du processus de paix. Ajouter une action de ce type à la situation de nous connaissons était vraiment une inefficacité opportune.

Face à cela, le président de la république a décidé de prendre toutes les initiatives diplomatiques nécessaires, que ce soit sur la Syrie, en rassemblant les pays qui veulent une issue politique, que ce soit sur le Yémen où nous allons avoir une conférence humanitaire dans les jours qui viennent, que ce soit sur l'Iran et je me rends tout à l'heure à Bruxelles sur le sujet, que ce soit sur Israël où il poursuit en ce moment-même les négociations./.